



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET D'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

05 AOUT 2014

Unité territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire  
Bureau de l'Aménagement du Territoire  
et des Installations Classées  
37925 TOURS Cedex 9

Nos réf :

Vos réf.:

DCTA3ic2/autorisation/PASCAULT/Descartes/modifications/avis dreal

Affaire suivie par :

Vérifiée par :

Tél. :

- Fax : 02 47 44 63 89

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées**  
à  
**Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire**

La société PASCAULT S.A.E projette d'étendre ses activités de tri, transit, regroupement de déchets, déchèterie et concassage de déchets de produits minéraux Inertes sur son site d'exploitation situé en zone industrielle «la Chartrie» à Descartes.

Par courrier du 20 juin 2013, l'exploitant a déposé un dossier de demande de mise à jour des conditions d'exploiter ses installations suite aux modifications envisagées. Le dossier a été complété par courrier du 27 novembre 2013, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 17 janvier 2014.

## **1. SITUATION ADMINISTRATIVE**

### **1.1 Nature des activités**

La société PASCAULT S.A.E est actuellement autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri, transit et conditionnement de déchets issus de filières diverses.

Horaires d'ouverture 9H00-12h00 / 14H00-16H00  
25-26 rue des Ailes  
ZA n°2 les Ailes  
37210 Parçay-Meslay  
Tél. : 02 47 46 49 00 - Fax : 02 47 44 66 34  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



## 1.2 Situation administrative de l'établissement

L'établissement fait l'objet de :

- l'arrêté préfectoral n°17625 du 17 mars 2005 autorisant la société PASCAULT S.A.E. à poursuivre l'exploitation après extension d'une installation de tri et de conditionnement de déchets de métaux ferreux et non ferreux, de papiers, de cartons, d'emballages ménagers et de déchets industriels banals et d'une installation de transit de déchets ménagers pré-triés et de déchets verts en Z.I «la Chartrie» à Descartes;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°18423 du 27 août 2008 autorisant la société PASCAULT S.A.E. à poursuivre l'exploitation après extension d'une installation de tri et de conditionnement de déchets en Z.I «la Chartrie» à Descartes modifiant et complétant l'arrêté préfectoral susmentionné ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°19709 du 10 juin 2013 portant renouvellement de l'agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (centre VHU) au nom de la société PASCAULT S.A.E. à Descartes.

Les installations soumises à autorisation au titre de la nomenclature des ICPE sont :

- rubrique 2713-1, Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, surface maximale = 17 150 m<sup>2</sup> ;
- rubrique 2714-1, Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois volume maximal = 5 700 m<sup>3</sup> ;
- rubrique 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses, quantité maximale = 50 tonnes ;
- rubrique 2791-1, Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782, quantité maximale = 185 tonnes/jour.

## 2. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

### 2.1 Modifications principales projetées

#### **Stockage et concassage de déchets de produits minéraux inertes**

L'extension du stockage de gravats, déchets de produits minéraux, déchets du BTP, destiné à être concassés sera organisée sur deux aires pour une surface totale de 1000 m<sup>2</sup>. Cette extension se fera sans augmentation de la surface totale actuelle de l'installation puisqu'elle sera implantée sur des aires disponibles actuellement non affectées.

L'exploitant prévoit de compléter cette activité de stockage par une activité de concassage des produits et déchets regroupés, cette opération étant programmée en deux campagnes par an. Compte tenu de la capacité du concasseur (500 t/j) et de la capacité de stockage projetée (5000 t), les campagnes de concassage dureront chacune 10 jours maximum.

#### **Activité de regroupement, transit d'amiante**

L'exploitant a projeté la mise en place d'une activité de collecte, regroupement et transit de déchets d'amiante pour une quantité totale annuelle de 500t/an. Ces déchets sont conditionnés soit en big-bag étanche de 1 m<sup>3</sup> soit en body-benne étanche d'un volume unitaire de 15 m<sup>3</sup> spécialement conçus pour le transport d'amiante.

Les déchets d'amiante collectés sont uniquement en transit et aucune manipulation ou transfert de matière n'est effectuée au sein de l'installation. Aucun déchet de flocage ou de calorifugeage ne sera admis sur le site.

**Collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets**

L'installation, en qualité de centre de tri accueille déjà des artisans et particuliers qui déposent leurs batteries ainsi que divers déchets en petite quantité.

L'exploitant projette donc la mise en place d'une déchetterie organisée permettant le dépôt des déchets non dangereux tels que métaux, bois, déchets verts, papiers/cartons, plastiques ou gravats pour un volume total de 290 m<sup>3</sup>. La déchetterie permettra l'accueil de déchets dangereux comme l'amiante ou les déchets d'équipements électriques et électroniques pour une quantité maximale de 400 kg chacune.

Les déchets d'amiante apportés par les particuliers et artisans ne seront acceptés que s'ils sont conditionnés en emballages étanches, scellés et clairement étiquetés.

**2.2 Impact des modifications sur la situation administrative**

rubrique	ICPE	Avant la modification		Après la modification	
		Volume autorisé	régime	Volume autorisé	régime
2515-2	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Puissance thermique maximale = 26.3 kW	NC	Puissance thermique maximale = 194,3 kW	D
2710.1	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets	Capacité équivalente = -/-	-/-	Capacité équivalente DEEE 0.4 t amiante 0.4 t	NC
2710.2.c	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets	Capacité équivalente = -/-	-/-	Capacité équivalente = 290 m <sup>3</sup>	DC
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses	stockage batterie 30 t	A	stockage 50 t dont batterie 30 t	A

NC : Non Classée ; D : Déclaration ; DC : Déclaration avec contrôle périodique

Les modifications projetées constituent un changement notable, mais non substantiel, des éléments du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. En effet, l'augmentation de la puissance des installations de broyage, concassage font passer celles-ci du régime non classé au régime de la déclaration simple. De même, le volume projeté des équipements de collecte de la déchetterie classe cette installation soumise à la rubrique 2710-2 dans le régime de la déclaration avec contrôle périodique.

Toutefois et en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, il convient de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.512-31 dudit code et notamment :

**Activité de regroupement, transit d'amiante**

Les déchets d'amiante admis sur le site doivent être conditionnés dans des emballages étanches et étiquetés dans le respect de la réglementation. Le stockage sur l'installation se fera sous abris afin d'éviter tout risque de dispersion. Aucune manipulation des déchets d'amiante ne sera autorisée sur le site.

**Collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets**

Les installations de collecte seront maintenues propres afin d'éviter tout risque d'accident ou de pollution. Le dépôt de déchet se fera sous la surveillance d'une personne nommément désignée et formée aux risques liés à cette activité.

**Collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets**

Les installations devront être conçues et aménagées afin d'éviter les émissions et envois de poussières.

**2.3 Refonte des arrêtés antérieurs**

L'exploitation des installations de la société PASCAULT S.A.E est soumise au respect des dispositions fixées par les arrêtés préfectoraux n°17625 du 17 mars 2005 et n°18423 du 27 août 2008 précités. L'ensemble de ces dispositions de ces AP sont abrogées et reprises intégralement dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

**3. CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

L'exploitant a présenté dans son dossier de mise à jour les éléments suffisants en matière d'exploitation et de maîtrise des risques démontrant que l'impact des modifications des installations n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement.

Considérant que les modifications des installations sont notables, mais non substantielles, en application de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement et qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.512-31 dudit code, Un projet d'arrêté préfectoral est joint au présent rapport.

De ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un favorable à la demande de la société PASCAULT S.A.E et propose par conséquent à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire l'adoption d'un arrêté préfectoral complémentaire, pris après consultation du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement.

Vu, adopté et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Aménagement du Territoire et des Installations Classées

Copie à : DREAL - SEIR